

<https://www.pressegauche.org/Crise-du-logement-Tout-ne-va-pas-bien-Madame-la-ministre-Andres-Fontecilla>



Crise du logement - « Tout ne va pas bien, Madame la ministre » - Andrés Fontecilla

- Communiqués -

Date de mise en ligne : lundi 29 juin 2020



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 29 juin 2020 - À deux jours de la date butoir du 1er juillet, qui s'annonce particulièrement difficile pour bien des locataires vulnérables, le député de Laurier-Dorion et responsable solidaire en matière de logement, Andrés Fontecilla, interpelle la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest : des mesures d'urgence, c'est bien, mais un vrai plan contre la crise du logement, c'est mieux.

« La crise du logement, on la voit venir depuis plusieurs années déjà. Malheureusement, au lieu de prendre le taureau par les cornes, le gouvernement de la CAQ a préféré attendre que la baraque soit en feu pour envoyer les pompiers. La ministre Laforest répète que tout est sous contrôle, mais sur le terrain, on voit bien que la situation est plus critique que jamais. Non, tout ne va pas bien, madame la ministre : il y aura bel et bien des gens à la rue le 1er juillet », s'inquiète Andrés Fontecilla.

Pour le député solidaire, le plan d'urgence présenté par la ministre de l'Habitation le 11 juin dernier est un premier pas en avant, mais il faut maintenant s'attaquer frontalement à la crise du logement en mettant en place de vrais mécanismes de contrôle des prix des loyers et en donnant une fois pour toutes un grand coup en matière de logement social.

« Le plan d'urgence proposé par la ministre Laforest est un premier pas, mais c'est trop peu, trop tard. Si on veut éviter de rejouer dans le même film d'horreur le 1er juillet prochain, ça va prendre des solutions ambitieuses pour résorber la crise du logement. La relance de l'économie québécoise est à nos portes : il faut saisir cette occasion pour mettre en branle les nombreux chantiers de logement social qui auraient dû être lancés depuis des années déjà », fait valoir M. Fontecilla.

Le député de Laurier-Dorion, qui a reçu dans les derniers mois de nombreux témoignages de locataires menacés de se retrouver à la rue le 1er juillet, rappelle qu'il est aussi urgent de mettre en place des mécanismes de contrôle sur les prix des loyers en mettant en place un registre des loyers. M. Fontecilla a d'ailleurs présenté un projet de loi en ce sens le 4 juin dernier, et appelle maintenant la ministre Laforest à l'adopter dès la prochaine rentrée parlementaire.

Des témoignages à glacer le sang

Depuis le début de la crise sanitaire, les témoignages de citoyens menacés de se retrouver à la rue le 1er juillet se multiplient à un rythme inquiétant, comme l'illustre le cas de Sébastien, un père monoparental qui n'a pas trouvé de logement à deux jours de son déménagement :

« Je suis père monoparental d'une enfant de 10 ans, et le 1er juillet prochain nous serons sans domicile. Après un arrêt de travail en raison d'une dépression, je me suis retrouvé il y a deux ans sur l'aide sociale avec incapacité temporaire. En plus de l'aide sociale, mon score de crédit est pourri depuis deux ans. Résultat : les propriétaires ont tellement le choix des locataires que je suis systématiquement exclu des candidatures.

C'est un véritable cauchemar éveillé depuis deux semaines. Je n'ai plus aucun espoir aujourd'hui d'avoir un toit au-dessus de la tête d'ici au 1er juillet. Quant à la fameuse PCU, parce que j'ai dégringolé jusqu'à l'aide sociale, elle m'est tout simplement inaccessible.

J'espère que nos élus penseront à ma fille et moi mercredi prochain, parce qu'au moment de faire mes premiers pas en itinérance parentale, j'aurai une pensée pour eux. « On ne laissera personne tomber dans les craques, on va aider les familles » ... je n'y crois plus. Papa et enfant à la rue au 1er juillet ! Est-ce qu'il faut ajouter quoi que ce soit d'autre pour faire comprendre à nos élus que c'est tout simplement inacceptable qu'une telle situation se produise ? » s'indigne Sébastien.

Le cas d'un autre résident de Laurier-Dorion, rapporté par le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), a aussi été partagé auprès de l'équipe de M. Fontecilla :

« M. Joseph, locataire dans Parc-extension, subit des pressions insupportables et du harcèlement de la part de ses locateurs, dont le but est de l'obliger à quitter son logement. M. Joseph a plusieurs fois réitéré sa volonté de ne pas céder son bail et de demeurer dans son logement avec sa famille. Malheureusement, ses locateurs ne veulent pas entendre raison. Ils lui ont envoyé un avis de reprise de logement invalide et malgré la situation sanitaire que vit le Québec, les locateurs ont même incité un demandeur de logement à effectuer une visite au logement de M. Joseph.

Actuellement, les menaces de jeter les affaires de M. Joseph et de sa famille à l'extérieur de leur logement et également de leur couper l'eau et l'électricité sont devenues quotidiennes. Cette situation est insupportable à vivre par cette famille, qui est vulnérable à cause de sa situation d'immigration précaire », relate le CAPE.

Veillez noter que M. Fontecilla et les personnes citées dans le présent communiqué seront disponibles pour des entrevues avec les médias.